FAUT-IL CRAINDRE UNE AUTRE HISTOIRE DU QUÉBEC ?

RÉSUMÉ

Le programme « Histoire et éducation à la citoyenneté », qui entrera en vigueur dans les écoles secondaires du Québec à l'automne 2007, est le sujet de vives controverses. Si ce programme n'est pas exempt de lacunes, le débat qu'a suscité sa diffusion portait, ne nous leurrons pas, sur la pertinence de proposer aux jeunes une « nouvelle » histoire de l'expérience québécoise dans le temps. Désavouée, cette initiative a été portée aux gémonies. Retour sur une polémique pathétique, emblématique de la difficulté d'une société à se mettre en histoire autrement qu'à travers les cadres sociaux de sa mémoire.

JOCELYN LÉTOURNEAU

Titulaire, à l'Université Laval, de la Chaire de recherche du Canada en histoire du Québec contemporain. Auteur de *A History for the Future : Rewriting Memory and Identity in Quebec*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2004.

On dit de l'histoire qu'elle est sous surveillance. La preuve en fut donnée au Québec au printemps dernier. Un texte paru à la une du *Devoir* annonçait en effet que le gouvernement du Québec était sur le point d'avaliser un nouveau programme d'histoire qui répudiait littéralement la vraie nature du passé québécois. Au dire du scribe incendiaire et de ses suiveurs plus ou moins montés[1], le programme en question était une insulte à la mémoire collective de la nation. Il dérogeait au grand récit collectif fondé sur le conflit pérenne entre Français et Anglais. Il ne construisait plus l'histoire de la nation sur la série d'échecs, de défaites et d'humiliations qui avaient scandé son parcours dans le temps. Le passé du Québec cessait d'être mis en scène comme une tragédie sans fin. Il était au contraire le lieu de productions et de réalisations positives. Il n'était plus cette pièce où les Québécois – et les Canadiens français avant eux – jouaient le rôle de Vaincus et de Victimes. Selon le journaliste et ses émules scandalisés, l'orientation du nouveau programme était rien moins qu'indécente et inquiétante. C'étaient le sens et l'essence du Nous Autres les Québécois qui risquaient de pâtir irrémédiablement de ce nouveau programme. Mais le plus grave restait à venir. À terme, les jeunes ne sauraient plus se définir comme Québécois à partir d'un récit où ils apparaissaient comme les héritiers d'éternels *Manqués*. La crainte de ne pas être disparaîtrait possiblement de leur imaginaire. Ils cesseraient dès lors d'être Québécois. Car ce qui définit principalement un Québécois, c'est sa souffrance de ne pas avoir été ce qu'il aurait pu être ou dû être – à cause de l'Autre, bien sûr.

Sur le plan du fond, le débat du printemps dernier n'a rien produit de positif. Il n'a suscité aucune réflexion consistante sur l'interprétation à donner de l'expérience historique québécoise. Les « excités de la mémoire » ont pris le crachoir médiatique et ils ont imposé leurs visions. L'argument qu'ils présentaient était d'autorité. Il se résumait à ceci : Pas touche à notre mémoire ni à notre histoire. Le grand récit collectif accrédité des Québécois a statut d'évangile. Il ne peut être remis en cause, ni *a fortiori* remplacé par les historiettes de salon confectionnées par les tenants de la nouvelle histoire. Ceux-là ne sont que des « feds » déguisés en profs. Ils veulent dépolitiser le passé québécois. Ils veulent cesser d'en faire un lieu d'éducation nationale. Ils veulent inoculer aux jeunes le germe du doute par rapport aux interprétations acquises du passé collectif. Ils veulent sortir les jeunes d'un espace mémoriel et historial qui est le cocon de leur identité. La descendance nationale est en péril. Et la transcendance nationale de même…

Bien sûr, deux ou trois impies se sont élevés contre le délire des vestales de la Nation québécoise. Détail intéressant, ces « athées » provenaient tous de l'Université Laval ![2] Leur propos était assez nuancé. On pourrait le résumer à ces quelques points :

– Non, le nouveau programme n'est pas l'expression d'un complot fédéraliste. Il a été conçu par un groupe de spécialistes de divers horizons professionnels et sans doute de différentes allégeances politiques. Mais leur affiliation idéologique n'a pas été un critère de recrutement. Pour confectionner le programme réformé, ses concepteurs ont d'ailleurs consulté ou sondé des dizaines d'experts – pédagogues, didacticiens, enseignants et chercheurs – tous compétents et rigoureux dans leurs approches.
– Attention avant d'attaquer le programme proposé par le ministère sous prétexte qu'il ne charrie pas la matière habituelle de l'histoire du Québec. Il faut comprendre que ce programme en est un d'éducation citoyenne où l'on vise, par l'histoire, à initier les jeunes aux particularités de la société dans laquelle ils vivent *maintenant*. Ce que l'on trouve dans le document de consultation du ministère n'est donc pas, comme tel, un programme d'histoire nationale.
– Et même s'il s'agissait d'un programme d'histoire nationale, il faut admettre que le passé québécois est quelque chose de complexe. Le réduire à une histoire simple et univoque, par exemple celle de la « Nation conquise, estropiée et mise en réserve par l'Autre », n'est pas la meilleure façon d'en rendre compte. Le défi actuel de l'enseignement de l'histoire au Québec n'est-il pas d'ailleurs d'ouvrir le passé national, comme le recommandait il y a dix ans le comité Lacoursière ?[3]
– Dernier point mais non le moindre : les jeunes ne sont pas des cruches à remplir, mais des esprits à stimuler. L'école est précisément le lieu où l'on peut les initier au raisonnement systématique et à la pensée critique. Or, transmettre aux jeunes le goût de l'analyse rigoureuse et le réflexe critique est aussi important que leur transférer des masses de faits. L'acquisition par les jeunes de « compétences transversales » vise justement à développer leurs habiletés intellectuelles. Cet objectif pédagogique est la marque d'une progression, pas d'une régression ni d'un détournement de conscience.

*

Malheureusement, la manifestation de raison des profs n'a pas eu d'effet. La vague de critiques contre le programme fut comme une « déferlante » irrépressible ! Devant le tollé de protestations, le ministre a craqué. Rapidement, il a donné instruction pour que l'on réintroduise plus de conflit dans l'histoire du Québec. De même, il a affirmé qu'il n'était pas question de proposer aux jeunes une histoire du Québec qui ignore les faits structurants de l'expérience québécoise dans le temps. Il a littéralement comblé les dénigreurs du programme en ajoutant que la perspective de cette histoire ne devait pas être liée aux besoins du présent, mais qu'elle devait refléter le passé tel qu'il fut vécu[4]. Et le programme d'être révisé en conséquence – comme s'il péchait effectivement de tous les vices qu'on lui imputait !

Le remaniement du programme plaira-t-il aux intégristes de la mémoire nationale ? Certainement pas ! Leur campagne de persiflage se poursuit de plus belle dans les blogues et sur les sites Internet. Selon eux, le programme met trop d'accent sur les compétences à maîtriser et pas assez sur les connaissances à acquérir. En d'autres termes, les apprentissages l'emportent sur les contenus, ce qui est mauvais pour la formation de petits nationaux. Pis, la trame narrative servant de support à l'histoire racontée demeure trop iconoclaste par rapport à ce qui serait souhaitable. Imbu de rectitude politique, le programme aseptise le passé au lieu de le révéler dans la tourmente de ce qu'il fut. Si bien que les jeunes risquent d'oublier qu'ils ont eu une histoire pleine de peines et de déveines. Et qu'ils appartiennent à une nation meurtrie.

Ce diagnostic est évidemment contestable. On pourrait au contraire penser que la révision effectuée par le ministère traduit une mise au pas de la raison scientifique et pédagogique par les impératifs de la politique. En clair, les pressions exercées sur le ministère par les harangueurs nationalistes ont fait mouche. Le ministre a cédé aux diktats des surveillants du patrimoine historial québécois.

Une preuve à ce repli ? Comparons simplement les titres des grandes thématiques historiques privilégiées par le programme révisé aux titres initialement prévus par les gens du ministère. Dans la première version du programme[5], on parlait ainsi d'« émergence de la société canadienne » pour désigner la période qui va du 16e siècle à la Conquête. Quoique peu conventionnelle, cette interprétation est valable. Or, dans la version révisée du programme, on revient à une « appellation contrôlée » : l'émergence d'une société en Nouvelle-France[6]. Il en est de même pour la période allant de la Conquête à la Confédération. Dans la première mouture du programme, on titrait – maladroitement sans doute, mais pas

faussement : « l'accession à la démocratie dans la colonie britannique ». Dans la vision révisée, on parle de « changement d'empire et d'expérience du parlementarisme dans la colonie britannique ». Quoi de plus classique – et de rassurant – pour les chantres du récit accrédité de l'histoire du Québec ?

*

Loin de nous l'idée de prétendre que le document du ministère – première ou deuxième mouture – est sans problème. Il importe toutefois de saisir les critiques pour ce qu'elles n'ont jamais cessé d'être au fond : une crainte – si tant est que l'on va de l'avant avec le nouveau programme – de voir les jeunes adhérer à une autre histoire du Québec. Par « *autre histoire* du Québec », on entend ici un récit qui présenterait l'expérience historique de la société québécoise sous un angle qui ne serait pas fondamentalement celui de la lutte d'un peuple pour sa libération nationale. Or, pour un grand nombre d'intervenants, il y a là crime de lèse-majesté. Sortir de la matrice nationalitaire pour faire l'histoire du Québec, c'est non seulement nier le passé de la nation québécoise, c'est fragiliser son avenir. Tant du point de vue de la rigueur que de celui de la pertinence, un tel récit se veut, aux yeux des cerbères de « l'histoire vraie » du Québec, l'expression d'un révisionnisme dangereux.

Mais est-ce bien le cas ? L'expérience historique québécoise peut-elle être racontée autrement que sur le mode d'une téléologie nationale sans mettre en cause la situation politique générale de cette société ? Peut-on dénationaliser l'histoire du Québec sans trahir le passé de cette société ? À ces deux questions, j'offre une même réponse : OUI.

Il ne faut pas craindre par exemple de faire une histoire du Québec à travers le récit des grands processus structurant de la modernité occidentale : l'avènement de la démocratie représentative, l'industrialisation, la création d'un espace public délibératif, la pluralité identitaire, etc. Ce cadrage, qui appelle sa chronologie particulière et son « événementiel » spécifique, est d'ailleurs celui que les gens du ministère entendaient privilégier pour présenter aux jeunes l'évolution de la société québécoise jusqu'à aujourd'hui. Bien que critiqué, ce cadrage est loin d'être inapproprié : il marque à quel point la société québécoise a participé d'une mouvance économique, politique et sociale partagée par d'autres sociétés ; comment, aussi, elle a été traversée de tout temps par des idées, des enjeux et des défis qui s'apparentaient à ceux des sociétés occidentales. La recherche historienne des trente dernières années a montré que le parcours historique de la société québécoise avait représenté une variante particulière d'un parcours général et générique suivi par les sociétés occidentales. Voudrait-on nier l'apport de cette recherche et revenir à une représentation du Québec fondée sur son exception historique ? Dans ce cas, c'est la science qui y perdrait et les jeunes qui seraient bernés.

Cela ne veut pas dire que le développement historique de la société québécoise n'est que la réplique de ce qui s'est passé ailleurs. Les contraintes géographiques, la nature du peuplement, le rôle joué par certains groupes sociaux dans la structuration de cette société sont autant d'éléments qui ont coloré, spécifié et orienté sa trajectoire. Pour en finir avec le débat simpliste visant à déterminer si le Québec a connu un parcours historique « normal » ou « particulier », on pourrait dire de cette société qu'elle s'est développée comme une « société normale particulière ». Dans les faits, le Québec a évolué dans la mouvance des sociétés occidentales tout en inventant ses propres manières de pratiquer cette occidentalité, soit sur le mode d'une canadianité et d'une québécité dont il faut reconnaître l'originalité. C'est d'ailleurs dans cette manière originale de vivre l'occidentalité que se découvre l'identité québécoise, laquelle s'est exprimée dans des aménagements linguistiques, institutionnels et culturels qui différencient cette société – non pas dans son fond, mais dans ses formes – des autres sociétés qui composent la mosaïque occidentale.

Et la question nationale ? Comment traiter du fait national au Québec sans littéralement soumettre l'étude de cette société aux exigences d'une entreprise nationaliste ? À vrai dire, la réponse n'est pas si compliquée : il s'agit d'écouter le passé s'exprimer dans la diversité de ses voix et de rendre compte de cette pluralité discursive et politique plutôt que de la ramener à quelque chose de simple et d'univoque.

Il est clair que la société québécoise est marquée depuis un bon moment par une intention nationale. Celle-ci ne peut être occultée – et les gens du ministère n'ont jamais eu cette ambition ! Mais on ne peut grossir cette intention nationale au point de tout fourrer dans sa panse expansive, comme si l'évolution entière de la société québécoise se résumait à la lente formation d'une nation en lutte pour sa survie et son achèvement historique dans l'État souverain. Par ailleurs, l'intention nationale qui s'est exprimée au Québec n'a jamais été monovalente. Au contraire, elle s'est toujours manifestée d'une manière plurivalente,

voire ambiguë, les Québécois étant tout à la fois animés par un désir de refondation, une volonté de continuation, une appétence pour la collaboration et une envie d'autonomisation. C'est d'ailleurs au carrefour de ces quatre vecteurs d'êtres – et dans leur tension irréductible – que l'on peut saisir le lieu politique de (p)référence des Québécois .

L'intention nationale est une caractéristique majeure de l'expérience historique québécoise. Elle est un facteur important *dans* l'évolution *de* cette société. Mais on aurait tort de porter cette variable au rang d'explicateur universel de la destinée québécoise dans le temps. C'est pourtant ce que font, consciemment ou non, tous ceux pour qui l'histoire du Québec est d'abord et avant tout l'histoire de la Nation québécoise. L'histoire du Québec ne peut être présentée, sous peine de simplification abusive et de surdétermination de la méthode par la mémoire, comme l'histoire d'une Nation. L'histoire du Québec est celle de la formation d'une société traversée par une intention nationale diversement portée par ses habitants. Pour avancer comme un ensemble, ceux-ci ont toujours recherché des passages mitoyens et intermédiaires vers l'avenir – passages réformistes plutôt que révolutionnaires, conciliants plutôt que violents, prudents plutôt que risqués. Le fait que la société québécoise se soit historiquement représentée, voire instituée à plus d'un titre, comme une nation ne change rien au fait que l'idée de nation existant au sein de cette société n'a jamais fait l'unanimité chez ses habitants, surtout au chapitre de la forme politique globale à donner à cette nation. Cette hétérogénéité de l'idée et de la pratique de la nation au sein de la société québécoise est encore bien vivante aujourd'hui, n'en déplaise à ceux qui espéreraient que les Québécois se branchent une fois pour toutes.

C'est cette histoire d'une société complexe, tout à la fois universelle et spécifique dans son développement, originale par ses combinaisons d'européanité, d'américanité et d'autochtonité amalgamées au sein d'un creuset identitaire particulier, celui de la canadianité régénérée dans la québécité, qui doit être présentée aux jeunes. Nulle intention ici d'omettre quelque fait d'histoire. Mais nulle intention non plus d'enclore le passé dans un récit dont les tenants et les aboutissants sont déterminés par une vision historique du Québec répondant à un projet politique d'avenir pour cette société. L'époque actuelle est à la complexification de la référence nationale au Québec, pas à sa simplification. Le récit de l'histoire du Québec n'a pas à se déployer dans les cadres sociaux de la mémoire nationale des Québécois.

Amener les élèves à découvrir la complexité historique du Québec et leur faire comprendre qu'il ne peut y avoir un seul récit du parcours emprunté dans le temps par la société québécoise, ce n'est pas aseptiser leur mémoire, détourner leur être politique ou les condamner à l'ignorance factuelle. C'est au contraire leur donner les moyens d'aiguiser leur intelligence historique, d'enrichir leurs perspectives critiques et de sortir d'un territoire historial et mémoriel qui les limite au lieu de les libérer.

Notes

[1] Plusieurs articles parus dans les quotidiens sont disponibles sur le site http://vigile.net/ [dossier intitulé « Débats sur l'enseignement de l'histoire »].

[2] Jean-François Cardin, « Les programmes d'histoire nationale : une mise au point », *Le Devoir*, 29-30 avril 2006; Christian Laville, « Un cours d'histoire pour notre époque », *Le Devoir*, 2 mai 2006; Jocelyn Létourneau, « Un débat mal parti », *Le Devoir*, 1er mai 2006; *id*., « Absolument pas fédéraliste ! », *La Presse*, 3 mai 2006.

[3] Voir « Le rapport Lacoursière sur l'enseignement de l'histoire – dix ans après », *Bulletin d'histoire politique*, 14, 3 (printemps 2006).

[4] Marie Allard, « Le programme d'histoire 'moins politique' suscite un tollé », *La Presse*, 28 avril 2006; Michel Corbeil, « La bataille des plaines d'Abraham demeurera dans les livres d'histoire », *Le Soleil*, 28 avril 2006; Presse canadienne, « Fournier dit non à l'histoire 'rose bonbon' », *Le Journal de Québec*, 28 avril 2006.

[5] Disponible à l'adresse http://agora.qc.ca/ceq.

[6] Disponible à l'adresse www.mels.gouv.qc.ca/DGF/dp/programme_de_formation/secondaire/prformsec2e cyle.h. Voir également le communiqué de presse diffusé par le ministère pour justifier le réaménagement du programme (http://mels.gouv.qc.ca/cpress/cpress2006/c060615.asp.).

[7] Jocelyn Létourneau, *Que veulent les Québécois ? Regard sur l'intention nationale au Québec (français) d'hier à aujourd'hui*, Montréal, Boréal, 2006.